

Négociations de l'accord commercial entre les États-Unis et l'UE : ce qui est en jeu

Les États-Unis et l'Union européenne vont relancer un cycle de négociations commerciales. Découvrez les enjeux autour de cet accord et le rôle du Parlement.



©AP images/European Union-EP

Le protectionnisme américain

Depuis l'élection de Donald Trump et ses promesses protectionnistes et nationalistes, les relations commerciales entre les États-Unis et l'Union européenne sont tendues.

En effet, les négociations concernant le [partenariat transatlantique de commerce et d'investissement](#) (TAFTA) sont au point mort depuis fin 2016.

De plus, les députés européens ont condamné les taxes imposées par les États-Unis sur l'acier et l'aluminium en [déclarant cette décision inacceptable](#) et incompatible avec les règles de l'OMC.

Les députés européens se sont également inquiétés de l'augmentation des droits de douanes sur les [olives espagnoles](#). Cette augmentation est survenue en janvier 2018, après que les États-Unis aient accusé l'Espagne de les vendre en dessous du prix du marché.

Les tensions se sont exacerbées l'année dernière lorsque M. Trump a menacé d'imposer des droits de douane supplémentaires sur les voitures européennes au nom de la sécurité nationale. Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne, a rencontré M. Trump pour négocier au nom de l'Union européenne et les deux parties ont convenu de relancer les négociations commerciales.

Les négociations commerciales

Dans ce domaine, c'est la Commission qui négociera au nom de l'Union européenne. Les députés européens devront en effet accepter une position commune en mars. Le Conseil devrait également adopter un projet de négociation en mars 2019.

Tous les accords trouvés pendant ces négociations devront être approuvés par le Parlement européen avant de rentrer en vigueur.



Interview avec Bernd Lange © European Union 2019 – Source: EP

Les différentes visions des deux parties

Trouver une solution qui satisfera les deux parties semble très compliqué sur différents aspects des négociations. En effet, l'Union européenne souhaite protéger son industrie automobile tandis que pour les États-Unis, l'exportation de la production agricole en Europe est une priorité.

Historiquement, l'agriculture a toujours été un sujet sensible pour l'Union européenne, comme en témoigne l'interdiction de l'importation de certains produits (le boeuf traité aux hormones ou le poulet lavé au chlore).

Ces différentes visions inquiètent le président de la commission du commerce international [Bernd Lange](#), député socialiste allemand : « Je ne suis pas sûr que nous trouverons un accord mais attendons de voir. Et oui, je pense que l'objectif de la stratégie autour du mandat des négociations est bien sûr de calmer la situation et peut-être de gagner du temps. »

Lange, le principal député européen à l'origine des négociations sur le TTIP ajoute : « Bien sûr, nous avons un nouveau gouvernement aux États-Unis et cela change beaucoup de choses. Le gouvernement américain a une nouvelle stratégie commerciale claire qui repose sur deux piliers. Le premier est de faire revenir les investissements aux États-Unis, ce qui justifie les mesures protectionnistes actuelles. Le second est d'affaiblir la Chine et d'essayer de réduire

son influence. »

« Bien sûr, nous essayons de créer un système commercial normatif. Nos accords bilatéraux sont basés sur des règles claires et non sur le pouvoir. »

Le rôle joué par le Congrès et le Parlement européen

Lange a déclaré que le Parlement européen, grâce aux nombreux contacts qu'il entretient avec le Congrès va jouer un rôle important dans les relations entre l'UE et les États-Unis.

Étude de cas : le commerce des bananes

Les États-Unis et l'UE se sont déjà affrontés dans le passé au sujet du commerce, par exemple au sujet des droits de douane sur les bananes. Certains pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique ont pu exporter leurs bananes plus facilement vers l'Union européenne au détriment des pays d'Amérique latine.

L'Union européenne a également été en désaccord avec les États-Unis et le Canada au sujet du bœuf traité aux hormones, qu'elle considère comme un risque potentiel pour la santé. Ce problème fut résolu en 2012 lorsque l'UE a accepté d'augmenter les importations de bœuf sans hormones en provenance de ces deux pays.